



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Votre proposition de carte scolaire arrive dans le contexte d'un Service Public d'Education dégradé auquel s'ajoute fatigue et exaspération des personnels attisés par les contraintes sanitaires.

Rarement un projet de carte scolaire aura levé une opposition aussi large : la FSU, le SE-UNSA, le SNUDI-FO, la CGT, la FCPE, les DDEN, les parents d'élèves parlent d'une seule voix pour rejeter cette carte scolaire. La forte mobilisation de samedi 6 mars atteste de cette opposition forte. Et pour cause !

La Creuse traverse une période où l'insuffisance de la brigade de remplacement conduit à ce que tous les jours des classes sont fermées, le protocole interdisant le brassage des élèves. Certains jours, plus de 26 enseignants n'étaient pas remplacés ! Il s'agit bien d'une rupture de continuité du Service Public ! C'est inacceptable ! Ici ce sont les parents qui ont dû s'organiser pour garder ou faire garder leurs enfants ! Là ce sont les collectivités -parfois sollicitées par l'Education Nationale- qui ont pallié aux carences de l'Institution !

Ailleurs encore, ce sont les maîtres et maitresses surnuméraires et/ou spécialisé.e.s qui, en temps ordinaire aident les élèves en difficultés, qui ont été réquisitionnés alors même que les besoins ne sont pas couverts... Et pour cause ! Le nombre d'enseignants de RASED a été divisé par deux en 10 ans ! C'est inacceptable !

Dans de telles situations, ce sont tous les élèves qui sont pénalisés mais particulièrement les élèves les plus fragiles, les élèves en difficultés.

Votre proposition de carte scolaire répond-elle à la crise du remplacement ? NON !

Depuis des années nous constatons un déficit structurel dans nos moyens de remplacement, depuis des années les ajustements et fermetures servent à financer des dispositifs nationaux qui sont imposés par le ministère sans les moyens supplémentaires pour les mettre en place. Sur les dix postes récupérés par les suppressions de classe, seulement 3,5 sont fléchés pour le remplacement. Non seulement ces 3,5 postes sont insuffisants pour répondre aux besoins réels visant à réduire le taux d'absences non remplacées mais nous savons très bien qu'une part de ces postes risque fort d'être utilisé comme réserve pour les ajustements de rentrée.

Depuis 3 ans maintenant, lors de la carte scolaire, vous créez des postes de remplaçants en prétendant vouloir abonder la brigade de remplacement pour mettre fin aux difficultés rencontrées. En juin ou en septembre, vous ouvrez des classes dans les écoles où les effectifs sont importants. L'opération est habile puisqu'elle permet de communiquer deux fois en prétextant répondre aux

besoins : une fois pour le remplacement en février, une fois pour les ouvertures en juin ou septembre. Mais au final, l'opération est nulle. Depuis votre arrivée, le solde est même négatif et les difficultés de remplacement persistent années après années ! ***C'est inadmissible !***

Votre proposition de carte scolaire répond elle aux besoins d'ouvertures ? NON !

En faisant le choix de reporter en juin ou en septembre l'étude des situations critiques que vous avez vous même identifiées à Ars, Chatelus Malvaleix, Lavaveix les Mines, Lussat ou encore St Fiel, vous désorganisez les écoles et les services périscolaires. Comment ne pas se souvenir de Soumans et de la perturbation engendrée au lendemain de la rentrée 2019 : changement d'école pour certain.e.s élèves, changement de circuits de transport, travail de préparation des enseignantes rendu caduque ... Enseigner est un métier qui demande de la préparation ! Nos élèves méritent plus de considération. ***C'est inadmissible !***

Votre proposition de carte scolaire permettra-t-elle d'apporter enfin l'aide nécessaire aux élèves à besoins éducatifs particuliers ? NON !

Aucun bougé sur ce volet alors même que nous mesurons, en CHSCTD, CTSD et CDEN que l'Institution n'a pas les moyens de répondre aux besoins. Ainsi, les élèves les plus en difficulté ne bénéficient pas de l'aide à laquelle ils pourraient prétendre ! Pour rappel, en 10 ans le nombre de personnels RASED a été divisé par 2 ! Que dire de la situation des élèves allophones ou des enfants du voyage ? Que penser du manque total d'ambition dans l'offre sociale et médicale de notre Institution ? ***C'est inadmissible !***

La politique du Ministère répond-elle aux besoins identifiés de notre département ? NON !

Les conventions ruralité n'ont dégagé aucune perspective et conduisent élus, parents et personnels à toujours plus de défiance. Les opérations de Carte scolaire successives mettent à mal la stabilité des équipes, des structures et ne permettent pas d'engager une amélioration de notre Service Public. Nous attendons une véritable prise en compte des spécificités de notre département, les réalités géographiques et sociales exigent ~~tout~~ à la fois des moyens supplémentaires immédiats pour les priorités que sont le remplacement et l'accompagnement des élèves et « *en même temps* » une réelle concertation pour améliorer l'offre scolaire, construire une véritable présence du service public ambitieuse pour chaque enfant.

Depuis des années, nous déplorons ce manque d'ambition et cette absence de politique spécifique pour réellement prendre en compte les besoins des départements hyper-ruraux comme la Creuse. Cette prise en compte passe par une réflexion concertée, un plan d'actions précis, un accompagnement des territoires, un temps suffisamment long qui ne se résume pas à un jeu de vases communicants année après année. Une carte scolaire pluri-annuelle, la prise en compte du rôle de tous les acteurs de l'école, du péri-scolaire, du médico-social, ~~de la co-éducation~~, tous ces sujets doivent être mis sur la table pour dégager des perspectives et permettre à nos territoires d'imaginer l'école de demain en Creuse.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les usagers et usagères, les élu.e.s, les personnels, les citoyens à Ahun, à Aubusson, à Bonnat, à Bourganeuf, à Gouzou, à Guéret, à La Celle Dunoise, à St Alpinien, St Dizier, à St Silvain Bas le Roc, se mobilisent pour lutter contre des fermetures de classes prévues dans une carte scolaire qui leur impose la triple voire la quadruple peine :

- l'augmentation du nombre d'élèves par classe dans un contexte pandémique qui impose une plus grande distanciation physique,
- l'augmentation du nombre de niveaux dans la classe
- la baisse des aides pour les élèves en difficultés à hauteur de leurs besoins
- et dans le même temps, l'augmentation des non remplacements.

En tout état de cause, nos organisations font le constat que le département n'a pas les moyens de répondre aux besoins identifiés et de résorber, dans le même temps, le déficit structurel en personnels remplaçants.

C'est pourquoi, nous avons adopté à l'unanimité, en Comité Technique, un vœu pour demander une dotation départementale supplémentaire de **10 postes !**

Il n'est pas acceptable que notre Ecole ne soit plus en capacité d'accueillir tous les élèves tous les jours. Le discours faisant état d'un département très bien doté n'est pas acceptable dans ce contexte ! La comparaison avec les départements voisins n'est pas audible !

La communication insolente du Ministre affiche la confiance et la prise en compte de tous. Nous constatons, nous, au plus près du terrain, une lente et insupportable érosion tout à la fois de la confiance des personnels et des moyens sensés permettre la réussite et l'accompagnement de tous nos élèves.

Cette absence d'ambition pour le Service Public d'Éducation n'est plus supportable, la crise que nous traversons tous vient heurter de plein fouet nos conditions de travail et pèse de manière historique sur les apprentissages de nos élèves. Ce n'est pas à coup d'annonces médiatiques ou de dispositifs sparadraps que nous pourrions répondre à cette crise et à ses conséquences.

Comment penser assurer la réussite de tous les élèves ?

Est ce un luxe inaccessible que de permettre à nos élèves d'accéder quotidiennement à l'école ?

Le quoiqu'il en coûte cher au Président de la République ne vaut-il pas pour permettre à nos élèves d'accéder aux savoirs et aux clés de leur émancipation ?

La Creuse a besoin de moyens supplémentaires. Elle doit les obtenir !

La Creuse a besoin d'une politique ambitieuse pour sa jeunesse. Elle doit l'obtenir !

Nos organisations feront tout pour que le Service Public d'Éducation Nationale en Creuse remplisse enfin l'objectif que nous partageons toutes et tous : la réussite de toutes et tous les élèves !

À Guéret, le 9 mars 2021